



Déclaration liminaire au CTL du 26 juin 2012

Cette année marque le franchissement d'une ligne rouge au sein de la DGFIP. Une ligne que nous pensions, naïvement, ne jamais devoir être amenée à défendre.

En effet, au cours de cette année nous n'avons eu de cesse de vous alerter, en CHS CT ou en CTL, sur des dangers menaçant l'intégrité physique des agents.

Les contraintes et les coupes budgétaires drastiques voulues par le dernier gouvernement vous ont quelquefois amenés à faire preuve de négligence voire de manquement envers la protection des fonctionnaires de l'état.

Que dire de nos différentes interventions sur le manque d'entretien des chaudières sur certaines petites trésoreries sinon une exposition à des risques pouvant être catastrophiques !

Que dire sur les extincteurs non révisés annuellement !

Que dire sur votre refus d'installer à Ermont un bouton permettant d'alerter les secours en cas de danger prétextant, jusqu'alors, une dépense budgétaire trop coûteuse !

Pourquoi en est-on arrivé parfois à un tel degré de négligence alors que la direction a également su faire preuve d'une réactivité et d'un humanisme appréciés lorsque des faits graves se sont produits.

La CGT reste et demeurera vigilante pour que de tels agissements ne se reproduisent plus.

Les restrictions budgétaires que ne manqueront pas d'annoncer le nouveau gouvernement retiendront toute notre attention. Nous n'accepterons jamais que l'humain soit dévalorisé, sacrifié sur l'autel du libéralisme et des règles de réduction des déficits ordonnés par Bruxelles.

A ces situations d'insécurité s'ajoutent des problématiques particulières rencontrées par les agents de la DDFIP, dans les SIP en particulier avec l'échec de l'expérimentation zéro papier.

La CGT est allée à la rencontre des agents des SIP lors de HMI. Ils sont venus nombreux pour nous faire part de leurs ressentis suite à l'échec cuisant de la numérisation des 2042.

Les agents ont vraiment le sentiment de ne pas avoir été entendu lorsqu'ils se sont inquiétés suite aux « dérapages successifs dans le calendrier » de cette expérimentation. En effet, les agents ont très vite compris que ce projet était en train de « couler », et ils n'ont pas admis que la direction ne se rende à l'évidence que très tardivement. Sûrement, parce qu'il est toujours difficile d'admettre l'échec, surtout, quand on a mis tellement d'énergie à le défendre..

Encore une fois, les agents du val d'Oise font les frais d'une expérimentation « grandeur nature » mise en place dans la précipitation. Pourtant, on ne se rappelle que trop de l'expérimentation

du logiciel « GESPRO », et de ses conséquences extrêmement lourdes sur les conditions de travail des agents des SIE.

Mais, il semble qu'aucune leçon n'ait été tirée de cette mauvaise expérience. La DG persiste et signe!

Après que la direction ait largement dénigrée la saisie des 2042, travail ingrat, répétitif, bref sans intérêt...aucun, les agents doivent saisir les 2042 en un temps record , **pour le 12 juillet**.

Inutile de vous dire que la pilule a du mal à passer...d'autant que les agents ont le sentiment d'une justice à deux vitesses à la DGFIP .

Pour eux : salaire gelé, effectifs réduits, conditions de travail dégradées...

Pour d'autres en direction : pléthore de cadres A++, promotions, primes, augmentations conséquentes des rémunérations

Les agents subissent un préjudice moral important, et ce suite à une énorme erreur d'appréciation de notre direction et de la direction générale sur la « faisabilité grandeur nature du test ».

Nous souhaitons savoir comment la direction compte « réparer » ce préjudice subi par les agents des SIP?

Nous avons des idées : prime exceptionnelle, renfort des effectifs, gel des suppressions d'emplois annoncées pour 2012 !!!

Après le gâchis financier de cette expérimentation, nous intervenons pour éviter maintenant une dégradation des conditions de travail des agents (pression inhérente à la date butoir du 12 juillet), et pour au contraire que la priorité soit donnée à la réalisation d'un travail de qualité.

Il en va de l'image de notre administration. Les contribuables, pour qui l'expérimentation est encore « transparente » (mais jusqu'à quand ?), n'ont pas à subir les conséquences des erreurs de la DG.

La direction se dit prête à assumer ses erreurs, mais les agents se demandent bien comment ?

Puisque si les délais ne sont pas respectés, ce sont eux qui seront confrontés , aux communications téléphoniques, aux contentieux, à la réception du public....

Pour les agents, les consignes des chefs de service sont strictes, vis à vis des contribuables, ils ne doivent rien voir, rien savoir sur cette opération ratée du sacannage de leurs déclarations.

Les agents exigent que ces consignes soient écrites.

Les élu-es de la CGT avec les agents du Val d'Oise s'opposent fermement au renouvellement de cette expérimentation en 2013. Ils exigent qu'un bilan complet soit dressé intégrant l'ensemble des aspects techniques , métier et budgétaires et présenté à l'automne 2012.